



Libéraux et socialistes ont rétabli de bonnes relations humaines et se revoient régulièrement. Certains espèrent une grande alliance en 2019 pour affronter les défis de la Wallonie et de Bruxelles. Il reste une opposition forte, mais les lignes bougent. Les ténors s'expliquent au Vif/L'Express.

PAR OLIVIER MOUTON

L'indice est lancé incidemment, en marge d'une interview sur un tout autre sujet. Soudain, ce ministre libéral francophone s'épanche : « L'idéal pour moi, après les élections de 2019, serait une coalition entre le MR et le PS. Pour se donner les moyens d'affronter les enjeux qui nous attendent sur le plan budgétaire et socio-économique.

Et avec Ecolo en plus, pour apporter une touche de fraîcheur. » Le propos se répand officieusement, depuis quelques semaines, dans les coulisses du parlement de Wallonie. Où il suscite à la fois de l'incrédulité et de la curiosité.

Ce scénario réveille des aspirations similaires formulées, tant au MR qu'au PS, surtout à Liège et à Namur mais moins à Charleroi, avant les précédentes régionales et législatives de 2014 : il est urgent d'unir toutes les forces vives francophones, car l'heure est grave. On sait comment le vent a tourné après le scrutin : le mariage précipité entre le PS et le CDH en Wallonie et à Bruxelles, après des approches avortées entre libéraux et humanistes, le refus des mêmes humanistes de déperir au sein d'une tripartite francophone à tous les niveaux de pouvoir, puis la folle aventure de

Charles Michel, qui prend le risque de diriger un gouvernement fédéral avec trois partis flamands, dont la N-VA. Autant d'événements et manœuvres qui ont durablement fracturé le camp francophone.

L'idée d'une grande coalition MR-PS élargie, sorte d'union sacrée francophone, peut paraître anachronique, à l'heure où le MR se gargarise de tout ce qu'il peut réaliser à la tête de ses majorités sans socialistes, fédérale et wallonne. Le PS, lui, radicalise son discours pour tenter de retrouver la confiance de citoyens outrés par les scandales et récupérer les parts de marché perdues au profit du PTB et d'Ecolo, en canonnant « le gouvernement MR/N-VA ». Pour autant, alors que la nervosité croît en vue des joutes de 2018 (communales) et de 2019 (législatives, régionales et européennes), les derniers sondages du printemps illustrent à quel point l'hypothèse d'une aventure bleue-rouge n'est pas si folle. Le MR et le PS perdent des plumes, mais les socialistes redressent la tête après leur chute libre de l'après-Publifin. Les deux forces structurent un paysage politique plus éclaté que jamais et se disputent féroce la première place du podium tant en Wallonie qu'à Bruxelles. Ecolo, dans l'état actuel des choses, est le grand vainqueur. Le PTB se tasse quelque peu, le CDH reste faible même s'il fait mine de survivre et DÉFI progresse, tout en restant un cran au-dessous au sud du pays. Alors, MR-PS-Ecolo, pourquoi pas, finalement ?

→ Les ténors des deux partis que Le Vif/L'Express a longuement interrogés ne ferment pas la porte au mariage MR-PS après 2019, même s'ils jugent l'idée forcément prématurée. Tous confirment que leurs relations se sont normalisées, laissent entendre que les plaies de 2014 sont cicatrisées et évoquent même des échanges plus constructifs, par-delà les vociférations médiatiques. Ce qui sépare les deux partis reste bien sûr plus important que ce qui les unit, dans un contexte politique de polarisation exacerbée. Le MR avoue toujours privilégier la poursuite de coalitions de droites et le PS espère la mise en place de majorités progressistes et alternatives. Ce n'est pas encore l'amour fou, mais plusieurs dossiers stratégiques pourraient rapprocher les deux premiers partis francophones, en plus de l'arithmétique et de la volonté de stabiliser les institutions francophones.

Des relations normalisées

Sur fond de lutte pour le leadership francophone, la dégradation des relations entre socialistes et libéraux s'est jouée en trois temps, autour de la « mère de toutes les élections », en 2014. Un : la campagne électorale, virulente, emmène les poids lourds des deux formations, Charles Michel (MR) et Paul Magnette (PS), à se regarder en chiens de faïence et à multiplier les attaques personnelles. Deux : juste après le scrutin, la mise en place de coalitions asymétriques du côté francophone provoque des rancœurs inédites sur fond d'accusations de mensonges et de trahisons. En remettant à Michel les clés du 16, rue de la Loi, le Pre-

mier ministre sortant, Elio Di Rupo (PS), exprime une profonde amertume, persuadé que le MR mène le pays au bord du gouffre. Trois : dès ce moment, les règlements de compte s'enchaînent. Les différentes majorités peinent à travailler ensemble.

La « réconciliation » se fait, elle aussi, en trois temps. Un : fin avril 2015, deux « sages », Louis Michel (MR) et Jean-Pascal Labille (PS), lancent un appel au calme. « Rien n'est cassé définitivement, dit le premier. C'est inscrit dans les astres que libéraux et socialistes seront amenés à retravailler ensemble. » Deux : quelques mois plus tard, c'est le chef de file bruxellois du MR, Didier Reynders, toujours meurtri par ses déboires face au clan Michel, qui se promet de renouer le dialogue avec les socialistes. Dans les déclarations médiatiques des uns et des autres, les liens restent à couteaux tirés. Mais on ne hurle plus autant au Parlement. Trois : paradoxalement, la « trahison » du CDH Benoît Lutgen, qui lâche le PS sans crier gare, en juin 2017, est le chaînon qui manquait pour... rapprocher libéraux et socialistes. Le MR se marie en jubillant avec le CDH à Namur, mais plusieurs de ses membres expriment des réserves au sujet de la volte-face humaniste.

Aujourd'hui, donc, libéraux et socialistes se reparlent. « J'ai de bons contacts personnels avec mon homologue Olivier Chastel, souligne Elio Di Rupo. Il n'y a aucun ministre libéral avec lequel j'ai des tensions personnelles. Chaque fois que j'ai eu à discuter avec le Premier ministre, nous l'avons fait avec franchise. Chaque jeudi, nous sommes ensemble

à la Chambre et les séances traînent au-delà du raisonnable, nous avons le temps de parler. J'accorde beaucoup de prix à des relations humaines de qualité, de respect et de confiance avec tous les partis démocratiques. C'est important de ne jamais mentir, de ne jamais jouer au roublard, parce qu'on le paie tôt ou tard. »
« J'ai une excellente relation humaine avec Elio Di Rupo, acquiesce Olivier Chastel, j'ai la chance de lui parler souvent à la Chambre, sans agressivité, de politique générale voire, d'enjeux francophones. »

Dans l'intérêt des Bruxellois

Dans un entretien au *Soir*, fin février dernier, Didier Reynders, chef de file MR à Bruxelles et candidat ministre-président régional après 2019, ouvrait la porte à la N-VA pour un futur gouvernement bruxellois. Sans pour autant exclure le PS : « De la lutte des classes, il est passé depuis longtemps à la lutte des places. » Outre Bart De Wever, il affirmait avoir vu récemment Elio Di Rupo et Laurette Onkelinx, présidente de la Fédération bruxelloise du PS. Réplique de cette dernière, dans les colonnes du même quotidien : « Ce n'est pas étonnant de l'entendre dire qu'il est candidat à la ministre-présidence, car Didier Reynders est un éternel candidat [...]. Je dirais qu'il est sa propre ambition. » Ou encore : « Il faut pouvoir dire que si le MR était une plus-value pour Bruxelles, ça se saurait... »
Ambiance.

Au Vif/L'Express, Laurette Onkelinx ne retire aucun de ses propos. Mais elle raconte aussi pourquoi PS et MR se retrouvent régulièrement au sein d'un

« lobby » probruxellois qui regroupe des représentants de tous les partis démocratiques de la capitale, pour œuvrer en faveur des intérêts stratégiques de la ville et lutter contre le « Brussels bashing ». Autour de la table, pour le PS : elle-même et Rudi Vervoort, le ministre-président régional. Pour le MR, Didier Reynders et Vincent De Wolf, chef de groupe au parlement bruxellois, dans l'opposition.

« J'ai toujours pensé que dans l'intérêt des Bruxellois, les hommes et les femmes de tous les partis démocratiques devaient pouvoir se parler, souligne Laurette Onkelinx. Et, malgré les différences, soutenir ensemble des projets. Nous avons décidé dernièrement tous ensemble – c'est un collectif, un peu à l'image d'E-change, le tout récent nouveau mouvement politique –, de transformer la caserne d'Etterbeek-Ixelles en kots d'étudiants. L'idée était née avec l'ULB, mais nous avons fait en sorte que ce projet soit accepté et soutenu à tous les niveaux de pouvoir, pour dépasser les contingences de partis et les majorités différentes. On a aussi accompli un travail pour prendre le pouls de la Région. Par l'intermédiaire du lobby, un contrat a été passé avec la Fondation Roi Baudouin pour lancer BruVoices, qui demande aux Bruxellois ce que leur ville représente pour eux. Il ressort déjà que trois quarts de la population de la capitale est très fière de son identité culturelle plurielle. On est loin de ce que raconte la N-VA. »

Le parti nationaliste flamand et le PTB, qui n'ont pas de Bruxellois dans des exécutifs, sont les deux seuls qui ne font pas

partie de ce lobby.

Des considérations stratégiques

Si l'on se parle dans l'intérêt des Bruxellois, on devrait davantage se parler, aussi, dans l'intérêt des Wallons alors qu'en → → 2024 débute la disparition progressive de la solidarité venue de Flandre, en vertu de la loi de financement adoptée lors de la sixième réforme de l'Etat. C'est dire combien la législature 2019-2024 sera décisive. « Nous devons trouver au bas mot 600 millions d'euros, glisse notre ministre libéral favorable à une alliance MR-PS-Ecolo. Il sera indispensable d'unir nos forces. »

« Mon sentiment profond, c'est que l'intérêt des francophones, Bruxellois et Wallons, serait qu'à l'avenir, il puisse y avoir des correspondances en matière de formations gouvernementales, estime pour sa part Elio Di Rupo. On voit ce qu'a coûté l'asymétrie des compositions de gouvernements entre le fédéral et les Régions durant cette législature. » L'ancien Premier ministre n'aime pas pour autant l'idée d'une « union sacrée » et refuse de se prononcer a fortiori en faveur de l'une ou l'autre coalition. Tout dépendra du contenu. « Nous ne pourrions pas nous allier avec X ou Y s'il s'agit de mener la politique du gouvernement MR/N-VA telle qu'on la voit aujourd'hui. La coalition dépendra du contenu d'un programme qui devra être alternatif, radicalement différent. » Mais il insiste sur la « stabilité » des institutions francophones et leur « dynamisme ».

La répartition des cartes par les électeurs sera décisive. Forcément, et heureusement. « Les jeux seront sans doute

plus ouverts qu'il y a cinq ans, relève Olivier Chastel. On voit, sondage après sondage, qu'on risque d'assister à grand morcellement de la gauche. » Une pique. Et un constat : il vaut peut-être mieux préparer le terrain d'une grande alliance, que de guérir face à l'urgence ? « Le morcellement des voix est une nouvelle donne, reconnaît Di Rupo. Le gouvernement que j'ai présidé était quand même le plus compliqué qu'on puisse imaginer ; j'ai dû faire des réformes institutionnelles avec huit partis et un exécutif avec six. C'est l'art de la politique, avec cette condition que chaque formation politique doit accepter de comprendre l'autre et d'avancer. »

Une coalition de droite ou progressiste

Le mariage des « camarades » libéraux et socialistes est pourtant loin d'être l'option numéro un, de part et d'autre. Du moins officiellement, à l'heure d'entamer une rude année et demi de campagne électorale. Nos interlocuteurs avancent leurs pions pour se positionner.

« En Wallonie, nous avons dix-huit mois pour imprimer une ligne différente de celle de la coalition précédente PS-CDH, plaide Olivier Chastel. Le gouvernement de Willy Borsus le fait bien pour l'instant. Si les conditions le permettent, je suis prêt à repartir sur cette voie-là. » Le ministre-président wallon a lui aussi exprimé ce souhait. « Je n'ai pas caché non plus que la coalition fédérale actuelle traduit parfaitement le programme du MR. Certains ont beau affirmer que nous sommes à la remorque de la N-VA, en trente ans de politique, je

n'ai jamais connu une coalition qui nous était aussi favorable. Nous avons dit dès le début qu'on verrait en fin de législature les résultats positifs des politiques socio-économiques que nous avons lancées. Et j'ai le sentiment que nous ne nous sommes pas trompés. Si on peut repartir dans une coalition qui traduit notre cap de la même façon, je signe à deux mains.» En clair, le MR est repartant pour des mariages à droite. Avec ces mots qui ont toute leur importance : « Si c'est possible... ».

Laurette Onkelinx, elle, est favorable à un mariage progressiste, pour lutter contre les populismes : « Il y a une grande peur de l'avenir, de la globalisation, de la paupérisation... Les électeurs n'acceptent plus les discours mous, de compromis, les "moi j'irais bien avec un tel, le MR pourquoi pas"... Je veux défendre des propositions radicales. Le monde a changé, il est normal qu'on fasse des propositions nouvelles sur l'emploi, le temps de travail, l'écosocialisme... Il faut faire rêver et on ne peut le faire qu'avec des idées fortes et crédibles, pour lesquelles on peut se battre. Envisager une alliance avec le MR ? Ce n'est ni l'heure, ni le moment et ça ne m'intéresse même pas. Mon choix prioritaire sera toujours en faveur d'une majorité progressiste, même si le MR n'est pas un parti antidémocratique. »

« Le fond du fond que le PS ne pourrait jamais accepter, c'est la double destruction actuelle de la sécurité sociale et des services publics », martèle pour sa part Elio Di Rupo. Qui multiplie les exemples des politiques sur lesquelles il compte revenir si le PS revient au pouvoir : la pension à 67 ans, la pension à points, les flexi-

jobs, les coupes sombres dans les soins de santé... « Ce serait compliqué avec le partenaire libéral, mais la politique est l'art du possible. Il ne faut jamais dire jamais et ne pas désespérer. »

Le président du PS intègre aussi, dans ses calculs, la présence du PTB et sa probable difficulté à entrer dans une majorité, n'en déplaise à la FGFB wallonne qui plaide pour une coalition PS-Ecolo-PTB « si c'est possible ». « Cette gauche populiste reste au balcon, déclare Elio Di Rupo. Elle formule des propositions inapplicables qui tourneront à vide. Et prétendre ne monter au gouvernement que quand les traités européens seront modifiés, c'est lâche : certains responsables du PTB seront probablement pensionnés quand ça arrivera, si ça arrive un jour. » Il ne faut pas oublier la N-VA, non plus, qui pourrait imposer en 2019 un retour du communautaire, ajoutet-il. Une fameuse équation est en vue.

Le laboratoire des communales

« J'ai toujours connu, au MR, des partisans de la grande coalition avec le PS, sourit Olivier Chastel. Ils cultivent la philosophie d'une relation plus tranchée avec les socialistes, empreinte d'une franchise spontanée. Mais d'autres ont un sentiment antisocialiste plus marqué. Au PS, je ressens un peu la même ligne de partage. »

Outre l'urgence des réformes à mener en Wallonie et à Bruxelles, ou la nécessaire stabilité francophone, d'autres arguments favorables à un rapprochement sont apparus au fil de nos discussions. Les valeurs de l'Etat, par exemple. « Je suis heureuse que mon parti affirme clairement – et le MR aussi ! – que la laïcité

ou l'égalité hommes/femmes sont des principes intangibles, qui doivent être inscrits dans un préambule de la Constitution, clame Laurette Onkelinx. Il ne faut pas avoir peur de dire que le communautarisme et l'enfermement communautaire sont inacceptables. » Un travail commun a d'ailleurs été entamé à la Chambre sur ce sujet symboliquement lourd. Parce que, sur ce terrain comme dans d'autres, il est possible de collaborer par-delà les majorités ?

Dans tous les cas, 2018 propose un scrutin local où les deux partis s'affronteront avec virulence, comme à Mons, où le bouillonnant George-Louis Bouchez

(MR, Mons en mieux) veut briser la majorité absolue du PS. « Au niveau local, il y a pas mal d'endroits où les coalitions MR-PS se passent bien parce qu'il y a du respect mutuel et de la confiance, constate le bourgmestre Elio Di Rupo, qui devrait y céder sa place à Nicolas Martin. A Mons, après quinze ans d'un travail de grande qualité PS-MR, nous avons rompu en raison de la personnalité du chef de file MR. Si c'était un autre caractère, nous aurions peut-être pu continuer. Mons ne peut pas être pris comme exemple à généraliser. »

Une façon, donc, de garder la porte ouverte à l'une ou l'autre noce rouge et bleu. ♦